Colloque international
RECHERCHE&RÉGULATION 2015
"La théorie de la régulation à l'épreuve des crises"
PARIS
10–12 JUIN 2015

Croissance, agriculture et emploi en Inde : l'impossible transformation lewisienne

Bruno DORIN[1,2,3], Claire AUBRON[4,5]

[1] CSH, New Delhi 110011, Inde – bruno.dorin@csh-delhi.com
[2] CIRAD, 34398 Montpellier, France
[3] CIRED, 94736 Nogent sur Marne, France
[4] Montpellier SupAgro, UMR 868 SELMET, 34060 Montpellier, France – aubron@supagro.fr
[5] ILRI, New Delhi 110008, Inde

RESUME

La population de l'Union fédérale et démocratique de l'Inde dépasse 1,2 milliards d'habitants au dernier recensement général (2011), avec près de 55% des actifs dépendants encore de l'agriculture. L'exposé, articulé sur trois niveaux d'analyse (comparaisons internationales depuis 1970, économie politique depuis l'Indépendance des Britanniques en 1947, diagnostic agraire micro-localisé en 2014), montre comment le sous-continent ne parvient pas, malgré diverses stratégies, à s'émanciper d'une trajectoire opposée au modèle lewisien de croissance moderne : la population active agricole augmente au lieu de régresser, de même que son écart de revenu moyen avec les autres actifs. L'affirmation en 1991 de la libéralisation économique a bien dopé la croissance non-agricole mais cette dernière s'avère bien trop pauvre en emplois. Ceci exacerbe une pression foncière aggravée localement – et pour les plus démunis – par d'inégaux accès à la terre, à l'eau et à la valeur ajoutée. Face à cette transformation structurelle hétérodoxe mais bien réelle, la capacité indienne d'innovations institutionnelles et techniques est fortement interpellée. Il en va de même avec le paradigme lewisien de croissance et de convergence qui est interrogé autant en Inde que chez ses voisins.

Mots clefs : Inde, Agriculture, Emploi, Croissance, Transformation Structurelle.

ABSTRACT

The population of the federal and democratic Union of India exceeded 1.2 billion people in the last general census (2011), with still nearly 55% of its workforce dependent on agriculture. The paper, based on three levels of analysis (international comparisons since 1970, political economy since the Independence from the British in 1947, micro-located agrarian diagnosis in 2014), shows how the subcontinent cannot free itself – despite various strategies – from the opposite track of the lewisian model of modern growth: the agricultural workforce increases instead of decreasing, as well as its income gap with other workers. The economic reforms of 1991 have boosted growth in the non-farm sector but the latter generates too few jobs. This exacerbates the land-labour ratio, worsen locally, and for the poorest, by unequal access to local resources and value-added. Faced with this unorthodox but very real structural transformation, the Indian ability for institutional and technical innovations is challenged more than ever. It is the same with the lewisian paradigm of growth and convergence that is questioned by India and its Asian neighbors who gather more than half of humanity.

Keywords: India, Agriculture, Employment, Growth, Structural Transformation.

INTRODUCTION

République fédérale de 29 Etats (et 7 Territoires) et plus grande démocratie du monde en nombre d'habitants (plus de 1,2 milliards selon le recensement général de 2011), l'Inde est connue pour son indépendance et l'originalité de ses choix politiques depuis son émancipation des Britanniques en 1947. Ces ambitions perdurent et en font un pays émergent au sens discuté par Piveteau et Rougier (2010), de même que son taux élevé de croissance économique depuis une libéralisation de l'économie engagée dès les années 1980. Cependant, en dépit d'un taux de près de 7% depuis vingt ans (1993-2012), le sous-continent compte encore un tiers de sa population sous le seuil de pauvreté extrême (soit un tiers aussi de la population mondiale vivant avec moins de 1,25 US$ par jour en Parité de Pouvoir d'Achat selon la Banque mondiale), la majorité de ses femmes et enfants souffrent encore de malnutrition (anémie, déficit en vitamine A…) et les inégalités s'accroissent avec un coefficient de Gini atteignant, respectivement, 0,28 et 0,37 en zones rurales et urbaines en 2009-10 (NSS, d'après IDFC, 2013). L'agriculture, qui ne génère plus que 14% du PIB mais dont dépend encore près de 55% des actifs, est au cœur de ce paradoxe entre croissance et pauvreté.

La question sous-jacente est celle de la transformation structurelle de l'économie indienne et du possible transfert des actifs agricoles (261 millions selon le recensement de 2011) vers les secteurs de l'économie en forte croissance. Ce « déversement » (Sauvy, 1980) – qui a caractérisé et caractérise encore la trajectoire de développement des pays industrialisés – est d'autant plus attendu en Inde que les théories économiques du développement n'envisagent guère d'autres alternatives pour résorber la pauvreté rurale et voir, plus généralement, converger à long terme toutes les économies et tous les niveaux de vie. Mais cette trajectoire de croissance et de convergence des pays aujourd'hui industrialisés peut-elle être répliquée en Inde ? Pour répondre à cette question, notre exposé articule trois niveaux d'analyse. La première partie s'appuie sur des données macroéconomiques internationales depuis 1970 pour montrer que l'Inde, aux côtés de ses voisins d'Asie continentale, est bloquée dans « la trappe de Lewis », à savoir l'opposé du « chemin de Lewis » suivi par les pays industrialisés depuis plusieurs décennies (Dorin et al., 2013). La seconde partie propose une économie politique de l'Inde depuis 1950 reliant croissance, agriculture et emploi, pour montrer qu'en dépit d'expérimentations variées et plutôt volontaristes, elle peine à résoudre l'équation. A une échelle beaucoup plus locale, la troisième partie analyse les vicissitudes de la transition agraire dans deux cantons d'un Etat du Nord-Ouest érigé en modèle de croissance (le Gujarat), en mettant notamment en avant les fortes inégalités sociales caractérisant l'Inde rurale.

A. DU CANON LEWISIEN DE CROISSANCE MODERNE AUX HETERODOXIES ASIATIQUES

A.1. Le modèle lewisien de croissance moderne et de convergence

Après la flambée internationale des prix alimentaires de 2007-2008, de nombreux économistes ont dénoncé le manque d'intérêt porté à l'agriculture depuis le milieu des années 1980, autant par la communauté académique que par celle des grands bailleurs de fonds (Janvry, 2010). On aurait oublié l'importance de l'agriculture dans le processus de croissance et de développement. Cette idée d'agriculture « moteur de croissance » (FAO, 2009) n'est pas nouvelle : on la retrouve chez les physiocrates (Quesnay), dans l'école classique (Ricardo) et,

après guerre, dans ce qui est depuis devenu un véritable paradigme, celui de la « Transformation Structurelle » (Chenery and Srinivasan, 1998). Ce paradigme s'est construit sur des modèles économiques duaux interdépendants entre secteurs dits « traditionnel » (agricole) et « moderne » (non-agricole) (Lewis, 1954), et sur les expériences historiques de "croissance économique moderne" (Kuznets, 1966) des pays dits aujourd'hui « développés » ou « industrialisés » (les pays de l'OCDE). Il en émane un modèle de développement où l'agriculture fournit de l'épargne et une main d'œuvre bon-marché au processus d'urbanisation et d'industrialisation, laquelle fournit en retour des technologies et des intrants industriels permettant d'augmenter la productivité de la terre et d'alimenter les populations à bas prix. La productivité du travail agricole augmenterait de même, jusqu'à éradiquer la pauvreté rurale. La consommation de biens et services se diversifie alors, la part de l'alimentation dans le budget des ménages diminue (loi de Engel) et se concentre sur les produits transformés par l'industrie agro-alimentaire en aval du secteur agricole. Ceci jusqu'à arriver dans le « monde sans agriculture » (Timmer, 1988, 2009) des pays aujourd'hui riches, monde où l'agriculture ne représente plus que 3% du PIB et 3% des emplois (Larson and Mundlak, 1997) tandis que les productivités moyennes du travail agricole et non-agricole ont par contre convergé.

Cet idéaltype de croissance moderne peut être baptisé « chemin de Lewis » ou « *Lewis Path* » (LP) et être caractérisé par deux critères fondamentaux (Dorin et al., 2013) : (1) les populations actives agricoles diminuent ; (2) les productivités moyennes du travail agricole et non-agricole convergent. Le croisement de ces deux critères permet de distinguer trois alternatives possibles à la croissance lewisienne :

– dans la croissance « agri-développante » ou « *Farmer Developing* » (FD), il y a convergence des revenus mais augmentation du nombre d'actifs agricoles ;

– dans la croissance « agri-excluante » ou « *Farmer Excluding* » (FE), les agriculteurs sont de moins en moins nombreux et de plus en plus pauvres par rapport au reste de la population ;

– enfin, dans le piège ou la « trappe de Lewis » ou « *Lewis Trap* » (LP), à l'opposé du chemin de Lewis, le nombre d'actifs agricoles augmente (même s'il peut diminuer en pourcentage) tout comme augmente leur écart de revenu avec les autres actifs.

Cette typologie permet d'étudier d'une manière inédite les trajectoires structurelles de développement en Asie continentale, pour le moins singulières.

A.2. L'Asie continentale dans la « Trappe de Lewis »

Selon nos estimations (Dorin et al., 2013), les nations embarquées sur le chemin de Lewis depuis 1970 (année où peuvent remonter les calculs pour la quasi-totalité des pays du monde, notamment de valeur ajoutée par actif) représentent 29% de la population mondiale de 2007. Il s'agit en très grande majorité des pays de l'OCDE ou en transition. La plupart des pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient suivent quant à eux – et pour l'heure – plutôt la voie agri-développante (FD), soit 16% de la population de 2007, alors que plus de la moitié de l'humanité (55%), concentrée en Asie continentale, parait engouffrée dans le piège de Lewis (LP).

La Figure 1 représente des dynamiques nationales ou régionales de transformation en Asie en incluant les deux pays OCDE que sont le Japon et la Corée du Sud, tandis que la Figure 2 zoome sur les pays d'Asie du Sud où s'inscrit l'Inde. Sur chaque axe des deux figures sont cumulés des taux de croissance depuis 1970 (valeur zéro à l'intersection des axes). Sur l'axe des abscisses sont cumulés (avec une échelle des signes inversée) les taux de croissance des populations actives agricoles telles que renseignées par la FAO. Sur l'axe des ordonnées, ce sont les taux de croissance d'un indicateur d'écart de revenu entre travail agricole et non-agricole que

nous avons baptisé « LIR »[1] : si ce dernier tend vers 1, la convergence est grandissante, alors que s'il de rapproche de 0, il y a divergence croissante des revenus moyens.

Figure 1. Dynamiques de transformation structurelle en Asie (1970-2007)

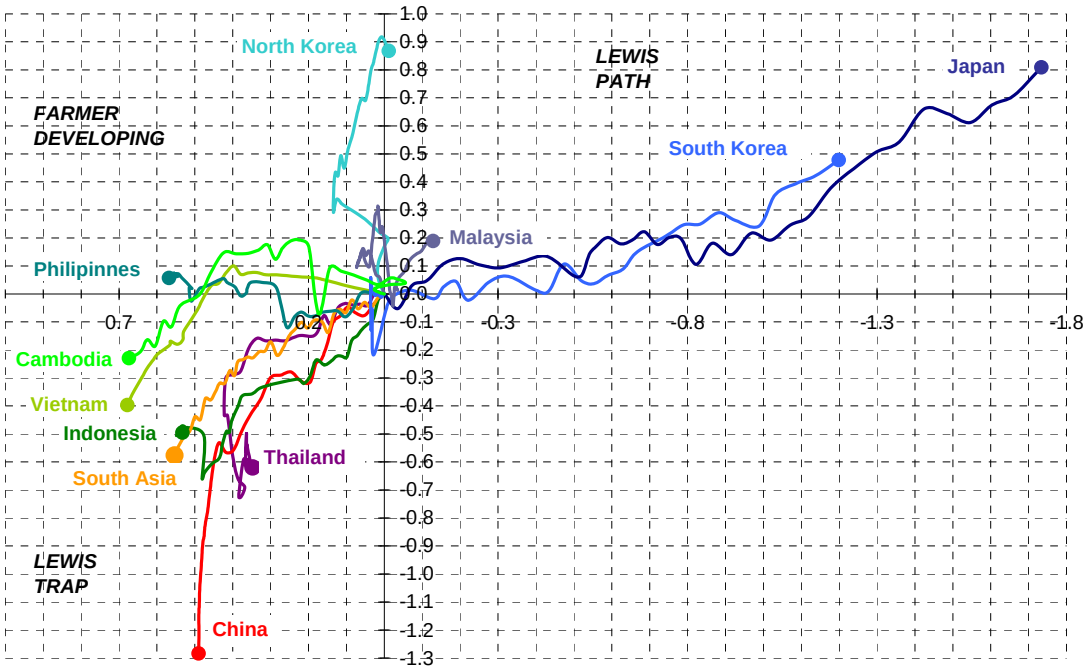
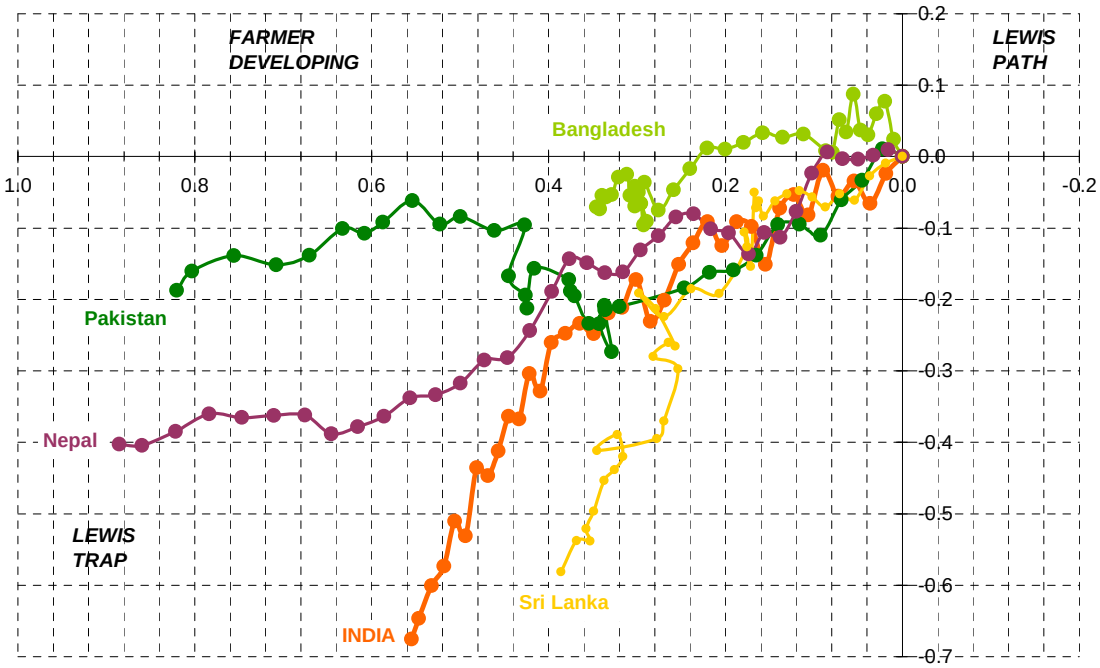


Figure 2. Dynamiques de transformation structurelle en Asie du Sud (1970-2007)



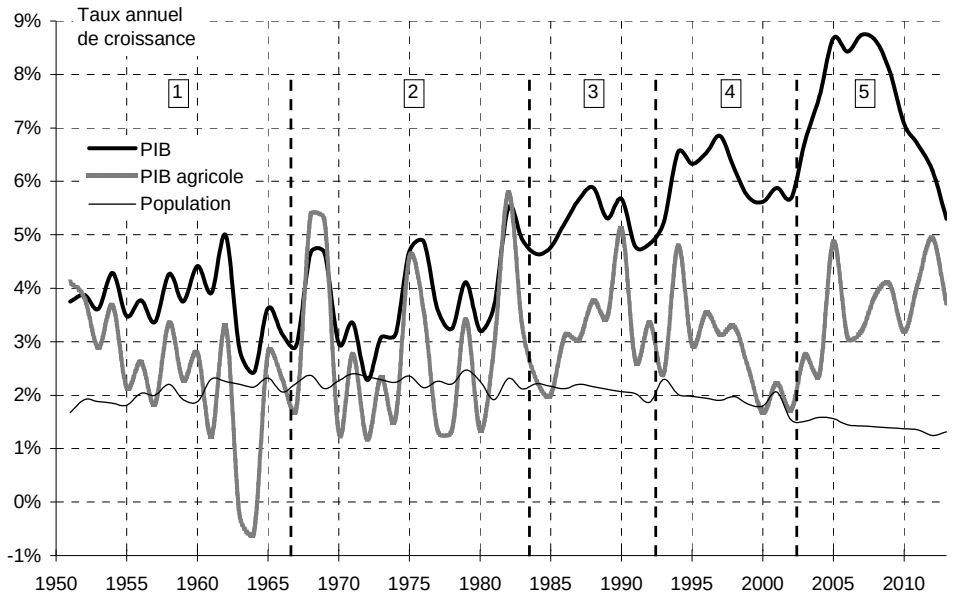
[1] Nous définissons le LIR ou "*Labour Income Ratio*" comme le ratio de la part de l'agriculture dans le PIB sur la part de l'agriculture dans les emplois (voir Dorin et al. (2013) pour plus de détails). Les PIB, ou plutôt valeurs ajoutées (agricoles et non-agricoles), sont issues de UNSTAT (2010). Par rapport à l'APG (*Agricultural Productivity Gap*) plus repandu dant la littéreature (ex : Gollin et al., 2014), le LIR présente l'avantage de normaliser les écarts entre 0 et 1 et de ne pas surestimer les inégalités quand ces écarts sont importants mais concernent, d'un côté ou de l'autre (actifs agricoles ou non-agricoles), une faible part de la population.

Avec ces figures, il apparait clairement que la trajectoire de l'Inde, à l'antipode du canon Lewisien de transformation structurelle de même que ses voisins asiatiques, présente deux grandes caractéristiques:
(1) une temporalité d'évolution similaire à la Chine (Figure 1) laquelle se démarque néanmoins[2] par une moindre croissance de la population active agricole qu'en Inde, mais un creusement plus important des écarts entre revenu du travail agricole et non-agricole ;
(2) un cheminement en deux périodes distinctes (Figure 2) avec, depuis 1993, une population active agricole qui tend à croitre moins vite et un écart de revenu du travail qui au contraire se creuse plus rapidement. La charnière entre ces deux périodes coïncide avec l'accélération de la libéralisation économique. Depuis le début des années 1980, l'Inde s'est en effet engagée dans un mode de régulation de son capitalisme beaucoup plus en phase avec la doxa internationale de laquelle elle s'était démarquée depuis son indépendance des Britanniques en 1947.

B. DU SOCIALISME NEHRUVIEN A L'INDE QUI BRILLE, UN MEME SENTIER DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Au regard de l'ensemble des pays émergents (Piveteau and Rougier, 2010) ou encore de ceux d'Asie du Sud-est (Alary and Lafaye de Micheaux, 2013), la croissance économique indienne révèle de nombreuses particularités. Il est de même pour la contribution de l'agriculture à cette croissance, reflet de diverses stratégies pour moderniser le pays et sortir ses campagnes de la pauvreté. Nous distinguons ici cinq grandes phases d'économie politique, qui ne correspondent pas exactement à celles présentées par exemple chez Datta et Sharma (2010) mais les recoupent néanmoins. La distinction de ces phases s'appuie sur des « moments critiques » et les rythmes différents d'évolution qu'ils insufflent, comme le montrent les courbes ou moyennes présentées ci-après (Figure 3, Tableau 1, Tableau 2) que la suite de l'exposé s'emploie à expliciter.

Figure 3. Taux de croissance démographique et économiques (1950/51 - 2013/14)



Source des données (figures et tableaux ci-après) : Central Statistics Office, National Accounts Statistics of India (http://dbie.rbi.org.in/DBIE, mars 2015)
Notes : (1) PIB au coût des facteurs, à prix constant base 2004-05 (2) moyennes quinquennales mobiles pour les PIB représentés sur la figure (moyennes classiques dans les tables ci-après).

[2] si ses statistiques sont fiables notamment en terme de population active

Tableau 1. Taux de croissance démographique et économiques (1950/51 - 2013/14)

		Population	PIB/hab	PIB	PIB_{agri}	PIB/PIB_{agri}
1	1950/51-1966/67	+2.0%	+1.4%	+3.4%	+1.8%	1.9
2	1967/68-1983/84	+2.3%	+1.8%	+4.1%	+3.6%	1.2
3	1984/85-1992/93	+2.1%	+2.8%	+4.9%	+2.8%	1.7
4	1993/94-2002/03	+1.9%	+4.0%	+6.0%	+2.3%	2.6
5	2003/04-2013/14	+1.4%	+6.1%	+7.6%	+4.1%	1.9

Tableau 2. Part des trois grands secteurs économiques dans le PIB (1950/51 - 2013/14)

		Agriculture	Industrie	Services
1	1950/51-1966/67	47 %	14 %	37 %
2	1967/68-1983/84	38 %	17 %	43 %
3	1984/85-1992/93	31 %	20 %	49 %
4	1993/94-2002/03	24 %	21 %	54 %
5	2003/04-2013/14	16 %	20 %	64 %

B.1. L'industrie industrialisante du socialisme nehruvien (1950-1966)

Vers le IVème siècle avant J.C., Kautilya, ministre du roi Chandragupta Maurya, posait dans son Traité du Profit (*Artha Shastra*) la question des relations ambiguës entre *artha* et *dharma*, entre économie et politique. Il en sera de même en 1947, et les intellectuels qui dominent le parti du *Congress* s'entendent non pas sur un objectif de croissance économique, mais sur une dogmatique à double entrée (Dorin and Landy, 2002). La première, d'ambition mondiale, est d'affirmer l'indépendance nationale par un modèle original de développement : la fameuse troisième voie, ou encore le non-alignement. La seconde, déclinaison de la première au plan intérieur, est l'instauration d'une économie mixte où l'Etat intervient plus ou moins vigoureusement sur les marchés pour servir un objectif officiellement souverain : l'équité sociale dont dépend l'unité d'une Nation en complexe construction avec ses identités multiples et prononcées de religion, de caste, de région, de langue… Cet interventionnisme au nom de la lutte contre la concentration des richesses, les spéculateurs, les usuriers, les monopoles et autres formes d'oppression fera aussi l'affaire de grandes familles industrielles *Bajaj*, *Birla*, *Godrej* ou *Tata*, puisqu'il leur permettra de protéger et développer un marché intérieur (Dorin, 2003). Jusqu'à la fin des années 1970, ce capitalisme d'Etat s'affirme et s'exprime à bien des plans : industrialisation et planification quinquennale du développement, barrières aux importations et aux capitaux étrangers, nationalisations de certaines branches d'activité comme la banque, production sous licences et contingentements dans d'autres domaines (agro-alimentaire, textile…) afin de multiplier, à côté de quelques poids lourds industriels, petites industries et petits commerces générateurs d'emplois.

Dans la première sous-période que nous distinguons ici, s'institutionnalise le fameux « taux de croissance hindou » de 3,5 %, avec un effort d'investissement porté sur l'industrie, ce qui conduit la croissance agricole à décliner (+1,8% par an en moyenne, –11% en 1965 aggravé par une sécheresse) et son écart avec le reste de l'économie à augmenter alors que la population croit annuellement de +2% (Figure 3, Tableau 1).

Après le Ier plan quinquennal d'avril 1951 à mars 1956 (1951-1955)[3], plan d'inspiration keynésienne attaché à consolider les efforts de réorganisation entrepris depuis l'Indépendance (rare plan qui atteindra ses objectifs), les deux plans qui succèdent misent en effet sur l'industrie

[3] La plupart des statistiques indiennes, y compris agricoles, se rapportent à cette période d'avril à mars. Dans la suite du document, par commodité, nous ne mentionnons que la première année concernée.

lourde pour permettre, d'une part une rapide substitution des importations, d'autre part l'indépendance à terme en biens d'équipement essentiels. Ce « syndrome soviétique » ou « schéma marxiste » est cependant rapidement indianisé. Dès 1955, Mahalanobis s'émancipe de la modélisation du soviétique Feldmann pour mieux représenter les dynamiques intersectorielles de consommation et d'emploi. Les phénomènes monétaires sont par contre ignorés. Pour le IIIème plan (1961-1965), Chakravarty se rapproche davantage encore de la structure économique indienne, mais le cadre général demeure celui d'une économie fermée, notamment aux investissements étrangers.

Dans le IIème et IIIème plans, l'agriculture (et l'irrigation) ne représente finalement que 21% des dépenses totales. Elle n'est cependant pas délaissée compte tenu de son importance dans l'économie et l'emploi. Le souvenir de la famine de 1943, avec ses 4 millions de victimes directes et indirectes, n'est pas non plus effacé. Mais pour Nehru, après la campagne « *Grow More Food* » de 1943 à 1951, l'essor des campagnes repose d'avantage sur des changements structurels ou institutionnels : réformes agraires (première vague)[4], coopératives de crédit villageois (*Primary Agricultural Credit Societies*, 1951) et développement communautaire (*Community Development Programme*, 1952). Mais comme dans d'autres domaines (droit du travail, lutte contre la violence de castes…), si des programmes ou lois sont décrétés, les moyens ne sont pas forcément mobilisés pour réellement les mettre en œuvre face aux intérêts des catégories dominantes (Appu, 1997; Pouchepadass, 2006). Enfin, c'est aussi en 1956 qu'est signé l'accord avec les Etats-Unis qui, dans le cadre de la *Public Law* 480 (PL 480), permet à l'Inde d'importer des céréales à bas prix pour sa population tout en réglant la facture en roupies et non en dollars, roupies qui permettront aux Américains d'affirmer leur influence en Inde, par exemple dans le domaine universitaire.

B.2. La Révolution Verte du blé et du riz (1967-1983)

La croissance agricole reprend nettement de 1967 à 1983 pour suivre pratiquement celle du PIB d'environ +4% par an tout au long de cette période (Figure 3, Tableau 1).

Ce virage important est stimulé par une conjonction de crises qui reporteront à 1969 le début VIème plan quinquennal : chômage croissant (la force de travail en augmentation est peu absorbée par l'industrie « organisée » à forte intensité capitalistique), augmentation des dépenses d'armement (guerre avec la Chine en 1962, avec le Pakistan en 1965), mort de Nehru après l'humiliante défaite face à la Chine (1964), épuisement des stocks publics de grains suite à des moussons médiocres, dépendance politique croissante à l'aide américaine (PL 480), spéculation sur les prix et forte inflation (jusqu'à la dévaluation en juin 1966), apparition de troubles voire de famines dans certaines régions, récoltes catastrophiques de 1965 et 1966… L'Inde s'engage alors résolument dans ce qui deviendra la fameuse « Révolution Verte » et, dans le IVème plan (1969-1973), elle reconnait successivement la nécessité de mieux soutenir, d'une part les activités consommatrices de main d'œuvre, notamment celles des petites industries en zones rurales (*Small Scale and Khadi Industries*, d'inspiration gandhienne), d'autre part l'agriculture, qui doit assurer l'alimentation de base de la population mais aussi générer l'épargne nécessaire au financement des investissements publics. En 1969, 14 grandes banques de dépôt sont nationalisées (6 autres le seront avant 1980). Le secteur bancaire commercial est ainsi transformé en un véritable monopole d'Etat sous l'égide de la Banque Nationale de l'Agriculture et du Développement Rural (NABARD). En en dix ans (1968-1977), le nombre d'agences en milieu rural est multiplié par six et le montant des dépôts par cinq.

[4] Une série de réformes agraires confiées aux Etats tentera, au fil du temps et suivant les régions, d'abolir le système *zamindari*, d'obliger la culture des terres possédées, de limiter l'achat de terres ou l'emploi de main-d'œuvre, de sécuriser le bail à un prix raisonnable, de faciliter le rachat de terre par le tenancier, de redistribuer aux paysans sans terre des biens confisqués ou des friches gouvernementales, etc.

Cette mobilisation de la petite épargne domestique aidera le développement de la Révolution Verte après le soutien des fondations Ford et Rockefeller dès les années 1950 (Dorin and Landy, 2002: 53-83). Les composantes techniques de cette révolution, centrée sur le blé et le riz et sur les régions fertiles irriguées ou pouvant l'être facilement, sont aujourd'hui bien connues. Il s'agit d'un « paquet à trois ingrédients », avec des semences à haut-rendement (importées à l'origine du Mexique pour le blé, des Philippines pour le riz), des engrais chimiques et, avant tout, de l'irrigation (essentiellement par puits) non seulement pour que s'exprime le potentiel des nouvelles semences, mais aussi pour augmenter le nombre de culture par an (l'« intensité culturale », souci central de la recherche agronomique indienne). La diffusion à grande échelle d'un tel paquet n'aurait pu se faire sans un complexe système d'incitations en amont et en aval. En amont, ce sont la recherche (sous l'égide de l'ICAR : Raina, 2011) et les subventions aux intrants, autant pour leur fabrication domestique (cas surtout des engrais) que pour leur utilisation par les producteurs (pompes, carburant ou électricité pour l'irrigation, engrais, semences) (Dorin and Jullien, 2004). En aval, ce sont des « prix de prélèvement » (*Procurement Prices*) qui permettent de constituer des stocks publics de blé et de riz que la Corporation alimentaire de l'Inde (FCI, née en 1964) est chargée de redistribuer à prix réduit dans tout le pays aux populations les plus démunies, via le Système public de distribution (PDS) et ses centaines de millier de boutiques « à juste prix » (FPS – *Fair Price Shops*).

C'est ainsi que l'Union indienne devient autosuffisante en blé et riz dès la fin des années 1970 (et même exportatrice plus tard), ainsi qu'en sucre de canne assez pareillement encouragé (Dorin and Landy, 2002: 46-52). Cette concentration de l'intervention publique sur ces produits alimentaires de base éloignera définitivement le spectre de grande famine en Inde, en les rendant accessibles aux plus pauvres sur la quasi-totalité du territoire. Mais elle ne résoudra ni la sous-nutrition (en protéines, acides gras essentiels, micronutriments…), ni la pauvreté rurale (notamment en zones arides ou semi-arides aux possibilités d'irrigation réduites) que l'on ne veut par ailleurs pas voir migrer massivement en ville. Dès la fin des années 1970 sont alors aussi lancés une multitude de programmes anti-pauvreté rurale. Parmi les plus emblématiques figurent l'ICDS (*Integrated Child Development Services*, 1975) et le MDMP (*Mid-Day Meal Program*) pour améliorer la nutrition et le soin et des enfants, l'IRDP (*Integrated Rural Development Programme*, 1978), le TRYSEM (*Training of Rural Youth for Self-Employment*, 1979) et le DWCRA (*Development of Women and Children in Rural Areas*, 1982) pour stimuler l'entreprenariat (Dorin and Landy, 2002: 129-146; IDFC, 2013: 93).

B.3. Le grand tournant libéral (1984-1992)

Les années 1980 marquent un grand tournant à plus d'un titre. Le taux de croissance démographique commence d'abord à décliner, et celui du PIB se hisse de plus en plus fermement au dessus de 5% (Figure 3, Tableau 1) tandis que ronronne la Révolution verte et s'essoufflent ses gains de productivité (Dorin et al., 2001)[5].

Cette période amorce le déclin du « *Licence Raj* » qui contrôle et contingente les entreprises pour limiter leur taille et multiplier leur nombre afin de démultiplier l'emploi de main d'œuvre, directement ou indirectement (intermédiaires, transporteurs, fonctionnaires…). Rajiv Gandhi sera le principal ordonnateur de ce changement lorsqu'il arrive au pouvoir après l'assassinat de sa mère Indira en 1984 (lui-même assassiné en 1991 en pleine campagne électorale, cette décennie marque également la fin de l'hégémonie au pouvoir du parti du *Congress*, et annonce une ère de coalitions marquée par une succession accélérée de Premier ministres). Quand il prend ses

[5] Les autres révolutions agricoles indiennes (lait, huiles et oléagineux, aviculture, aquaculture…) s'affirment durant ces années 1980 (Dorin and Landy, 2002: 85-127), suite aux quasi stagnations de production et aux baisses de disponibilité par habitant que la Révolution Verte aura quelque part engendrées pour bien des denrées. Mais le soutien public à ces révolutions (parfois temporaires comme pour les oléagineux) sera bien plus modeste voire quasi inexistant, tirées qu'elles ont plutôt été par la montée des prix et la demande croissante de la classe moyenne urbaine.

fonctions, le tout-Delhi administratif est saisi d'une activité fébrile. Si « *Garibi Hatao* » (« à bas la pauvreté ») était la devise de sa mère, « *India in the 21st century* » (« l'Inde dans le XXIème siècle ») est celle du nouveau jeune Premier ministre. Rajiv impressionne l'opinion et son parti par une autorité insoupçonnée, mais aussi par un style, celui d'un manager qui veut travailler plus vite, avec moins de bureaucratie, plus d'efficacité, d'honnêteté, de modernité, d'ouverture au monde. Derrière lui s'affirme également une classe moyenne issue du « socialisme à l'indienne » : paysans bénéficiaires de la Révolution Verte, patrons d'entreprises familiales, cadres ou dirigeants des grandes sociétés, commerçants, fonctionnaires ou ouvriers protégés par de puissants syndicats. Cette classe grossit avec un désir, consommer, et une frustration, ne pas le pouvoir, étouffée qu'elle est par les dogmes tant gandhien (la croissance du bien-être matériel se traduit par une spoliation des plus nombreux au profit de quelques-uns) que nehruvien (privilégier l'effort d'épargne au détriment de la consommation pour dégager une forte capacité d'investissements publics). C'est sur cette « Inde de Lakshmi » (déesse de la fortune, de la beauté et de l'élégance) que Rajiv compte pour dynamiser le secteur privé et le dé-corseter des routines et lourdeurs de l'administration. Dans le VIIème plan (1985-1989), on envisage pour la première fois que ce secteur privé fournisse plus de 50% des investissements. Et les barrières aux importations sont abaissées pour permettre la fabrication de ventilateurs, de mixers, de réfrigérateurs, de scooters, de téléviseurs et de multiples autres biens dont la consommation explose alors.

Mais la balance commerciale en souffre. Le déficit record après la seconde crise pétrolière de 1979 ne se résorbe guère durant toutes ces années 1980, d'autant que d'autres postes d'importation ont tendance à augmenter (armement, engrais, huiles alimentaires…) et que le pays ne développe toujours pas de fers de lance à l'exportation. A cela s'ajoute le coût croissant des ressources financières extérieures, puisqu'avec l'ouverture à l'international de la Chine, de certains Pays Moins Avancés et enfin des pays d'ex-URSS, l'aide étrangère et les crédits concessionnels se raréfient. Le service de la dette s'élève donc, et l'endettement tant interne (entreprise publiques) qu'externe (entreprises privées) qui en résultera conduit rapidement à la faillite financière de l'ensemble du pays. En juillet 1991, l'Inde doit gager pour la première fois une partie de son stock d'or à la Banque d'Angleterre. Elle perçoit ensuite un premier crédit de 8,7 milliards de dollars de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI). Ce n'est pas la première fois que ce dernier prête à l'Inde (6 milliards en 1981), mais cette fois-ci, il n'est plus question de ne pas se plier aux recommandations des bailleurs de fonds, c'est-à-dire au fameux Plan d'Ajustement Structurel dont les ressorts sont bien connus pour avoir été déployés en Amérique du Sud, en Afrique, ou en Asie du Sud-est : dévaluer pour relancer les exportations, déréguler le secteur privé et le soumettre à la concurrence étrangère afin d'améliorer sa productivité, contrôler le déficit budgétaire en restreignant les dépenses publiques, privatiser.

B.4. L'Inde de Laskmi (1993-2002)

Durant cette décennie, le taux moyen de croissance se hisse à 6% avec une part des services qui grimpe de 51% en 1993 à 59% en 2002. Par contre, la croissance agricole décline (jusqu'à +2% seulement aux alentours de l'année 2000) et son écart de croissance avec l'ensemble de l'économie se creuse : elle est en moyenne presque trois fois plus faible, du jamais vu par le passé (Figure 3, Tableau 1, Tableau 2).

La page du socialisme nehruvien est définitivement tournée. Il ne s'agit plus d'élever au même rythme le niveau de vie de l'ensemble de la population quitte à ne pas décoller du fameux « taux de croissance hindou », mais de pleinement parier sur « l'effet de percolation » (thèse du « *trickle down* »), autrement dit sur une diffusion « vers le bas » des bénéfices d'une activité économique tirée « en haut » par deux grands moteurs de croissance : la consommation de la classe moyenne (200 millions d'individus environ) sur le marché domestique d'une part, la vente de services (technologies de l'information et autres) sur le marché international d'autre part. A la

Chine « l'atelier du monde », à l'Inde « le bureau ». Les grandes villes indiennes grossissent et se transforment alors comme jamais auparavant, celles de Bangalore et d'Hyderabad dans l'Inde du Sud devenant de véritables plateformes informatiques mondiales. McDonald, Domino's Pizza et autres enseignes étrangères se multiplient aux coins des rues, de même qu'explosent le parc de voitures et le prix de l'immobilier urbain.

La libéralisation du système agricole et alimentaire hérité de la Révolution verte est bien plus modeste (Dorin and Landy, 2002: 172-198) si l'on excepte le secteur du crédit et celui des semences (réformes engagées dès les années 1980). Et avec la signature en 1994 à Marrakech des accords internationaux sur l'agriculture du GATT (dont l'Inde est membre fondateur dès 1947), l'Union entend mieux accéder à certains marchés extérieurs plutôt qu'ouvrir et réformer le sien (Dorin, 2001). Avec une agriculture globalement taxée en raison de prix domestiques peu élevés, les subventions aux intrants peuvent subsister malgré leur importance financière et tous leurs effets pervers. Les soutiens indirects aux exportations s'affirment mais demeurent incomparables aux dispositifs américains ou européens. Enfin, le démantèlement des barrières non tarifaires s'achève en avril 2001 mais des droits de douane élevés peuvent les remplacer en toute légalité. Finalement, en amont, malgré diverses tentatives de réduction des subventions aux intrants engagées dès 1991, les prix des engrais et de l'électricité demeurent quasiment stables durant la décennie ce qui, compte tenu de l'inflation, équivaut à subventionner de façon croissante les agriculteurs, du moins ceux qui utilisent abondamment ces intrants. En aval, les réformes successives du PDS s'avèrent plus affirmées mais conduisent à un transfert de charges aux Etats ainsi qu'à une accumulation et gaspillage des stocks publics. Le cours des céréales s'émancipe (à la hausse) de l'indice général des prix, et plus encore de nombreuses autres denrées alimentaires (pois et lentilles, légumes et fruits…) à l'exception des huiles végétales que l'Inde réimporte massivement. En 2000, le gouvernement Vajpayee du BJP (parti nationaliste Hindou) annonce alors une « Politique Nationale Agricole » (NAP) visant à faire rentrer l'agriculture indienne dans le XXIème siècle. L'objectif est une croissance annuelle supérieure à 4%, plus équitablement répartie entre régions et agriculteurs grâce à des « Révolutions arc-en-ciel », tirées par l'agro-business et la demande tant domestique qu'internationale, et utilisant beaucoup plus efficacement et durablement les ressources en sol, eau et biodiversité. Mais jusqu'en 2002, le taux de croissance agricole demeure au plus bas et quelques mois plus tard, en mai 2004, le BJP perd les élections face au *Congress* avec un slogan probablement malheureux : si « l'Inde brille » (*Shining India*) désormais de millionnaires et même de milliardaires en dollars, ce n'est certainement pas dans les campagnes agricoles qui forment toujours l'imposante base de l'électorat indien.

B.5. Croissance et emploi : le temps des questions (2003-2014)

Depuis 2003, le taux de croissance agricole repart à la hausse alors que la croissance générale culmine à 9,6 % en 2006. Depuis 2004 surtout, la part de l'agriculture tombe en dessous de 20% du PIB (14% en 2013/14) alors que celle de l'industrie, généralement plus pourvoyeuse d'emplois que les services (67% en 2013/14), stagne aux alentours de 20% depuis le milieu des années 1980, voire régresse (moins de 19% en 2013/14).

Cette dernière période est marquée par des interrogations croissantes sur la « croissance sans emploi » (*Jobless growth*, EPW, 2010) et le creusement des inégalités qu'elle engendre. Certes, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 US$ PPP continue de diminuer (environ 400 millions d'individus en 2010 selon la Banque Mondiale, soit près d'un tiers de la population indienne et aussi de la population mondiale vivant sous ce seuil de pauvreté), mais la grande majorité des pauvres demeure concentrée en zone rurale (80% en 2012 selon la *Reserve Bank of India*) où les emplois non-agricoles s'avèrent aussi salutaires qu'insuffisants et de plus en plus précaires (Himanshu, 2010; Himanshu et al., 2013). Cette campagne en manque d'emploi et cette crise agraire, que les médias indiens et internationaux ne découvrent que très partiellement par le

suicide de milliers d'agriculteurs surendettés dans certaines régions (plus de 160 000 entre 1997 et 2006 ? Nagaraj, 2008; Vaidyanathan, 2006), conduit le père de la Révolution Verte M.S. Swaminathan à présider dès 2004 une Commission nationale qui se décentre de la production agricole au revenu net des agriculteurs, « pour une croissance plus rapide et inclusive ». Ceci conduira à la « Politique Nationale pour les Agriculteurs » (NPF) de 2007, « agriculteurs » dont on exclut comme souvent en Inde le très large contingent des ouvriers agricoles à temps complet ou partiel (Breman, 2007a). Mais c'est surtout en 2005 que le parlement vote, non sans vifs débats, y compris académique, le *National Rural Employment Guarrantee Act* (NREGA)[6], autrement dit un droit à travailler 100 jours par an sur des chantiers d'intérêt public en zone rurale (construction de routes, canaux, etc.). Sur la base du volontariat, et malgré de nombreux dysfonctionnements, ce « plus grand et ambitieux programme au monde de sécurité sociale et de travaux publics » (IDFC, 2013) connait un succès et soulage en particulier les agriculteurs avec très peu de terre (Ranaware et al., 2015), ou bien sans (plus de 40% des ménages ruraux en 2003 selon Rawal, 2008)[7].

Pour notre part, nous constatons que la marginalisation croissante de l'agriculture dans le PIB depuis six décennies (Tableau 2) ne l'est pas du tout pour la majeure partie de la population. Selon le dernier recensement général (2011), 263 millions d'individus sont employés plus de six mois par ans dans l'agriculture, soit 55% de la force de travail, des estimations cohérentes avec celles de la FAO (Figure 4) ce qui conduit alors à évaluer à 0,65 ha la surface moyenne cultivée par actif. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Inde, le nombre d'ouvriers agricoles (144 millions) aurait dépassé celui des « *cultivators* » (119 millions : agriculteurs cultivant une terre en propriété, location ou fermage). Une autre source indienne (NSSO) estime cependant à « seulement » 224 millions le nombre total d'actifs agricoles en 2011/12, soit 47% de la force de travail. Ce nombre aurait en effet décru pour la première fois entre 2005 et 2009 pour atteindre aujourd'hui le niveau du début des années 1990 (Figure 5). Une troisième source, le recensement agricole, estime quant à elle que le nombre de fermes à considérablement augmenté entre 2000 (120 millions) et 2010 (près de 138 millions) (Figure 6a), ceci au prix d'une poursuite accélérée de la réduction de leur taille. En 2010, la surface moyenne des fermes serait de 1,16 ha, avec 67% d'entres elles inférieure à l'hectare (Figure 6b) alors qu'elles ne cultivent que 22% de la surface agricole (Figure 6c).

La disponibilité en terre par actif agricole est donc extrêmement faible et diminue même au lieu de largement augmenter comme dans les pays développés (Dorin et al., 2013), ceci en raison d'une croissance de la population active et, surtout, d'un « déversement » (Sauvy, 1980) largement insuffisant d'emplois en dehors de l'agriculture. Dans un tel contexte, l'augmentation de la productivité du travail agricole (ou simplement son maintien quand la disponibilité en terre diminue) dépend uniquement de l'augmentation de la productivité de la terre[8]. Et depuis plus d'un demi-siècle, cette intensification vitale repose sur les technologies de la Révolution Verte diffusées et encouragées par les communautés scientifiques, politiques et industrielles. En Inde (plus encore en Chine), ces technologies d'intensification ont largement été adoptées à renfort de subventions mais aussi en raison de leur indéniable efficacité à court-terme. Ainsi, plus on est petit, à l'échelle mondiale comme à celle de l'Inde, plus il parait logique de les mobiliser au regard de leurs promesses : irrigation (Figure 6d), variétés de laboratoire (Figure 6f) ou encore engrais chimiques (Figure 6e). Ceci au risque du surendettement (auprès de banques si possession de terre, de prêteurs privés sinon) et au prix d'une érosion grave et accélérée des ressources naturelles (sol, eau, biodiversité…) sur lesquelles reposent pourtant la productivité à long-terme de la terre. Sans changement de paradigme, tant institutionnel que technologique, la sortie de ce « piège de Lewis » parait bien compromise.

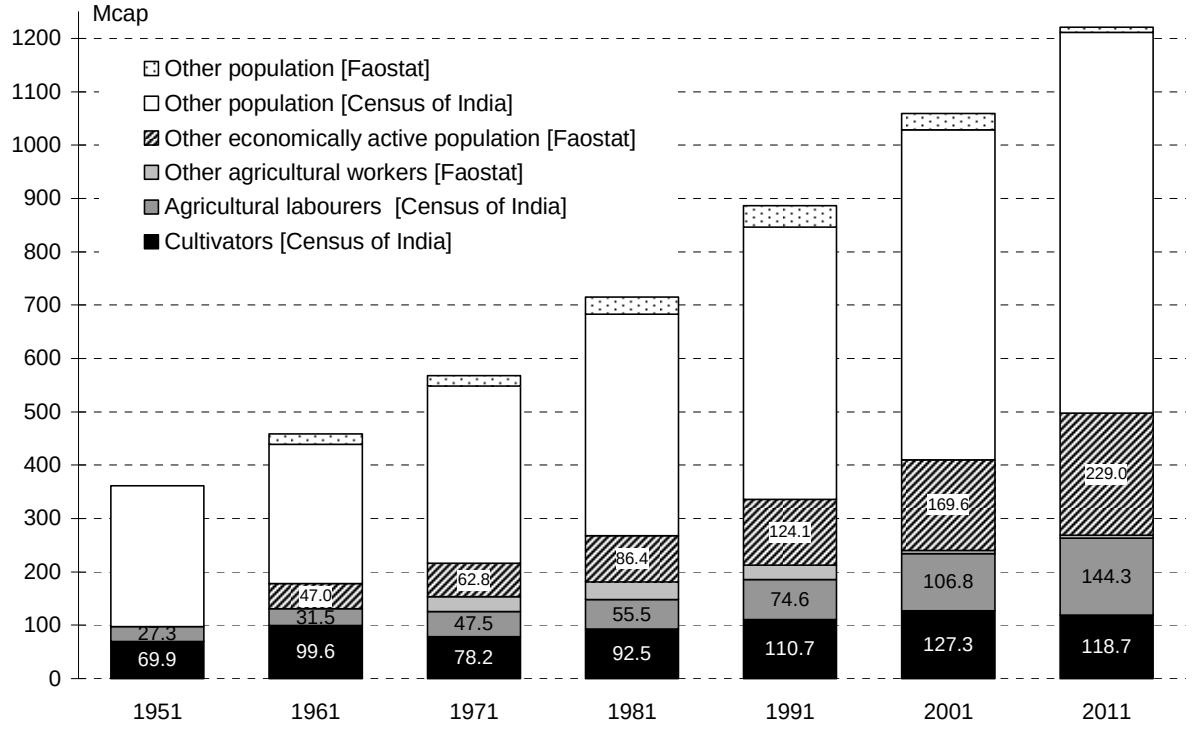
---

[6] plus tard renommé le *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* (MGNREGA)

[7] D'après IDFC (2013: 47), et selon les données des NSS (*National Sample Surveys*), la part de l'emploi non-agricole en zones rurales ne serait passée que de 22 % en 1993/94 à 32 % en 2009/10

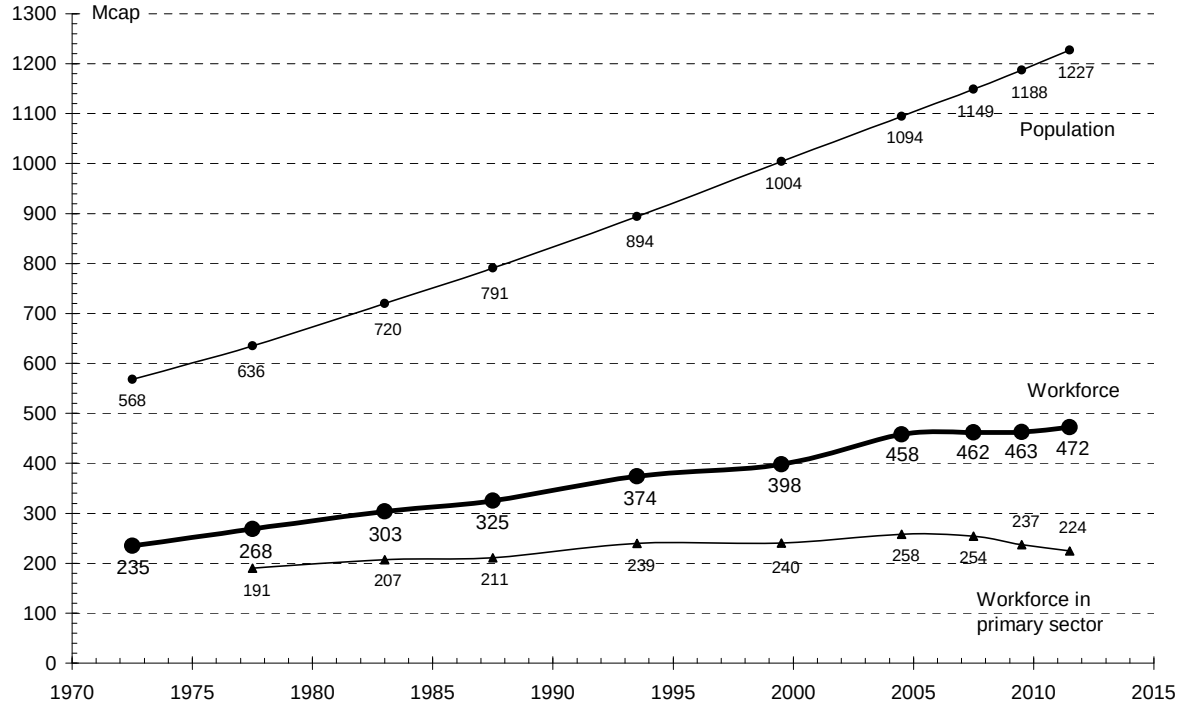
[8] Comme nous l'avons montré (Dorin et al., 2013), l'augmentation de la productivité moyenne du travail agricole dans les pays de l'OCDE (et sa convergence avec la productivité moyenne du travail non-agricole) a beaucoup plus reposé sur l'agrandissement des fermes (et leur moto-mécanisation à grande échelle) que sur les augmentations de rendement.

Figure 4. Populations actives selon Census et Faostat (1951-2011)



Source des données : Census of India (Gvt of India, various reports) et Faostat (faostat.fao.org, 23/11/2014)
Notes : Les données Faostat ne remontent pas avant 1961 et sont extrapolées de 1961 à 1979 avec d'anciennes séries, selon la méthode exposée dans Dorin et al. (2013)

Figure 5. Populations actives selon NSSO (1972/73 – 2011/12)



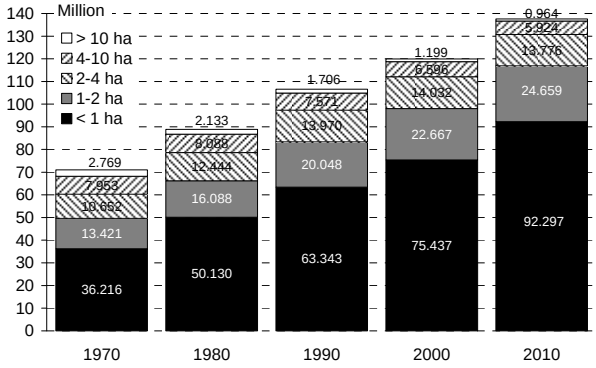
Source des données : National Sample Survey Organisation (Gvt of India, various reports)
Notes : Les données sur les populations actives se rapportent à la comptabilité « PS+SS », i.e. « *Principal and Subsidiary Status* »

Figure 6. Statistiques agricoles par classe de taille de ferme, Inde entière (1970–2010)

Nomenclature indienne :

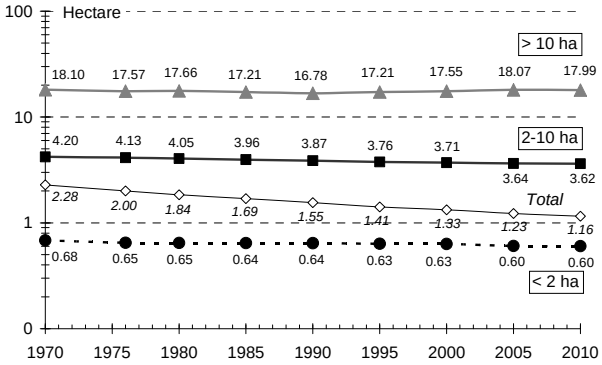
Marginal : < 1 ha
Small : 1-2 ha
Semi-medium : 2-4 ha
Medium : 4-10 ha
Large : > 10 ha

(a) Nombre de fermes



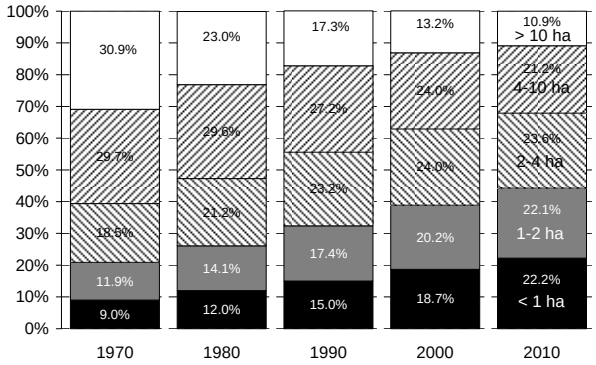
Source : selon IDFC (2013), d'après Agriculture Census reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(b) Surface agricole moyenne par ferme



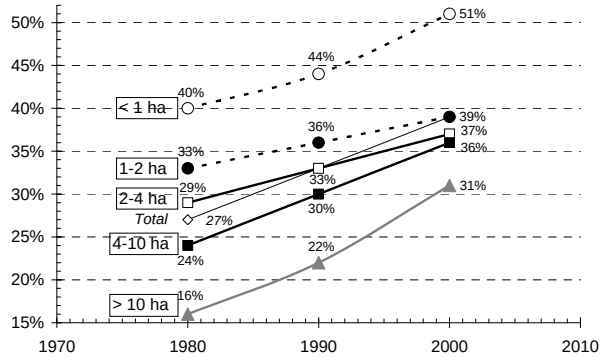
Source : selon selon IDFC (2013) et Kadapatti and Bagalkoti (2014), d'après Agriculture Census reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(c) Occupation de la surface agricole totale



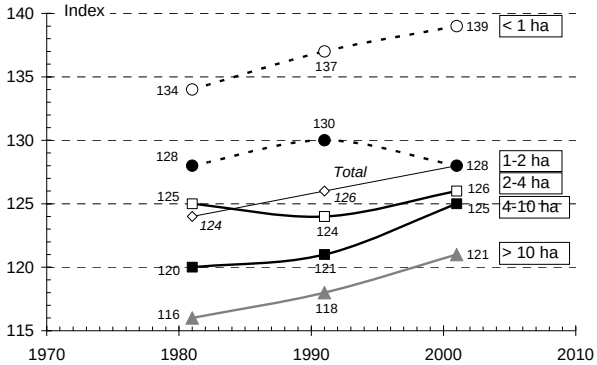
Source : selon IDFC (2013), d'après Agriculture Census reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(d) Irrigation



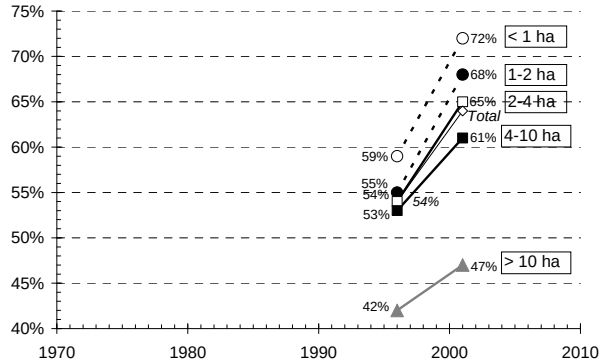
Source : selon Chand et al. (2011), d'après Agriculture Census reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(e) Intensité culturale



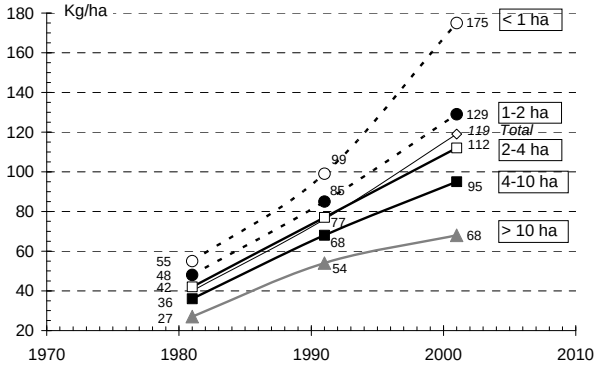
Source : selon Chand et al. (2011), d'après Input Survey reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(f) Variétés à haut rendement



Source : selon Chand et al. (2011), d'après Input Survey reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

(g) Engrais chimiques



Source : selon Chand et al. (2011), d'après Input Survey reports (Gvt of India, Min. of Agriculture)

C. LES VISCISSITUDES DE LA TRANSITION AGRAIRE DANS DEUX CANTONS RURAUX DU GUJARAT

C.1. Deux cantons ruraux dans un Etat de croissance modèle

Entrons maintenant au cœur de deux systèmes agraires dans l'Etat du Gujarat (Lehoux, 2014; Lucas, 2014; Aubron et al., 2015), et analysons les dynamiques en cours au regard du canon lewisien de croissance, afin d'identifier les facteurs de blocage opérant à cette échelle. Etat du Nord-Ouest de l'Inde, le Gujarat se prête bien à l'analyse : il connaît une forte croissance économique depuis deux décennies (Bagchi et al., 2005; Dixit, 2009), ce qui lui vaut souvent d'être érigé en modèle de croissance et d'émergence à même d'inspirer le restant de l'Inde. Les conditions sont donc à priori favorables pour que se produise la transition agraire que tant d'institutions appellent de leurs vœux.

Les deux zones étudiées correspondent à deux espaces de plaine alluviale du Gujarat. Le canton de Petlad, au Nord, présente très peu de relief et correspond à une plaine aujourd'hui quasi intégralement cultivée et irriguée. Plus au Sud, le canton de Dharampur est situé à la frontière entre une plaine irriguée à l'Ouest et les montagnes bordant le plateau du Deccan à l'Est, aux possibilités d'irrigation réduites. Les deux cantons sont soumis au régime des moussons à partir du mois de juin, mais Petlad est bien moins arrosé que Dharampur. Ils sont aujourd'hui organisés autour d'une petite ville qui rassemble 30000 à 60000 habitants, et sont situés à proximité du principal axe routier et ferroviaire joignant Delhi à Mumbai. Les centres industriels de Vadodara et d'Ahmedabad, assez anciens et à la croissance aujourd'hui ralentie, sont à moins de 70 km de Petlad. La zone de Dharampur est très proche de Surat et Vapi, dont les activités industrielles sont en pleine expansion, notamment dans le secteur pétrochimique.

Caractéristique du Nord de l'Inde, l'agriculture de Petlad a longtemps eu le mil pour principale culture, associé à des légumineuses, auxquels s'ajoutaient du riz dans les bas-fonds, tout cela en période de mousson. Le foncier de cette plaine fertile a été accaparé de longue date par la caste des Patels, qui mobilisaient la force de travail de castes au statut social inférieur pour mettre en valeur leurs terres. Les Patels sont à l'origine de l'introduction de l'irrigation. Ils l'utilisaient principalement pour la culture du tabac, qui était limitée aux abords des puits jusqu'à la moitié du XXème siècle[9].

Pendant longtemps, les seuls habitants du canton Sud (Dharampur) étaient des Adivasis (Tribaux), qui pratiquaient la chasse et la cueillette dans la forêt que constituait à l'époque leur environnement. Ils maîtrisaient l'abattis brûlis et l'agroforesterie qui leur permettaient de cultiver du riz ainsi que de l'éleusine, du sorgho et du mil. C'est au XIIIème siècle qu'une famille de Rajputs originaire du Rajasthan installa un petit royaume dans la plaine de Dharampur, créant de grandes propriétés confiées à des familles de haute caste et repoussant les populations tribales vers les montagnes. Après déforestation, ces propriétaires de la plaine la firent cultiver chaque année avec du riz et des légumineuses, en période de mousson, s'appuyant pour ce faire sur une main-d'œuvre Adivasi servile (Breman, 2007a).

Dans la plaine des deux cantons, l'élevage, conduit par des castes de pasteurs, jouait un rôle majeur pour renouveler la fertilité des sols cultivés et comme force de traction pour le travail du sol et le transport.

[9] 15% de la surface cultivée est irriguée en 1950, par des puits de 25 m de profondeur.

C.2. Division des terres, Révolutions Verte et Blanche

Dans les deux cantons, les surfaces cultivées par exploitation ont été fortement réduites depuis 1950 : d'après les entretiens que nous avons conduits, elles ont été au moins divisées par deux et jusqu'à par dix dans certains cas. Les réformes agraires ont participé à cette réduction de la taille des fermes, en démantelant certaines grandes propriétés qui rassemblaient à l'époque entre cinq et une centaine d'hectares et en créant – ou grossissant les rangs – des petites propriétés alors dotées d'un demi à quatre hectares de terre cultivée. L'impact de ces réformes agraires sur l'évolution de la structure foncière ne doit toutefois pas être surestimé : comme ailleurs en Inde, une partie des grandes propriétés est parvenue à échapper à la redistribution foncière et certains bénéficiaires de la réforme agraire, faute de moyens pour les cultiver et souvent endettés, ont ensuite revendu les terres reçues à leurs anciens propriétaires (Pouchepadass, 2006; Breman, 2007a). C'est bien la division des parcelles entre les fils d'une famille à chaque génération, qui, sous l'effet combiné de la croissance démographique et du faible taux de sortie du secteur agricole en termes d'emploi, explique la réduction continue de la taille des exploitations dans les deux zones. Dans le canton de Petlad, un seuil de 0,08 hectare minimum par famille semble toutefois émerger, seuil en deçà duquel la terre n'est héritée que par un des fils, les autres rejoignant le rang des sans-terres (Lucas, 2014). Dans ce contexte de réduction des ressources foncières disponibles par actif agricole, quelles sont les voies d'intensification explorées ?

A partir des années 1970, la Révolution Verte et ses trois ingrédients – irrigation, engrais chimiques et variétés à haut rendement – transforment l'agriculture des deux espaces de plaine. Dans le canton de Petlad, les parcelles accueillent généralement aujourd'hui deux cycles de culture par an, et même parfois trois. Les systèmes de culture se sont réorganisés autour du tabac, culture irriguée d'hiver très rémunératrice. Dans la plaine de Dharampur, la double culture annuelle riz/sorgho est la règle dans les petites et moyennes exploitations. Les plus grandes se sont tournées vers la canne à sucre, et plus récemment les vergers de mangues, alors que les toutes petites (moins d'un hectare) développent le maraîchage. Avec l'émergence du modèle coopératif laitier AMUL[10] et la fourniture d'intrants d'élevage à bas prix (insémination artificielle, concentrés), l'élevage n'est pas en reste dans cette dynamique d'intensification : presque tous les agriculteurs de la plaine dans les deux zones sont devenus des éleveurs laitiers, y compris ceux qui n'avaient pas de terre. La très grande majorité des élevages compte moins de quatre vaches ou bufflesses, mais certains ont investi dans de plus grands élevages laitiers qui rassemblent 30 à 200 mères.

L'accroissement des productions par unité de surface permis par les Révolutions Verte (des céréales) et Blanche (du lait) est-il à même de contrebalancer durablement la diminution de la surface disponible par exploitation ? Trois éléments suggèrent une réponse négative. Tout d'abord, si cet accroissement s'est bien produit depuis 1970, on atteint aujourd'hui un palier tant en termes d'expansion de l'irrigation à de nouvelles surfaces, en particulier dans le canton de Petlad, que semble-t-il d'augmentation des rendements. La production laitière, quant à elle, a profité des résidus de culture abondants fournis par la Révolution Verte mais appuie maintenant sa croissance sur des aliments produits pour partie à l'extérieur du territoire. En second lieu, ces formes d'intensification sont toutes deux problématiques pour l'environnement : comme dans la plupart des zones irriguées du sous-continent, les ressources hydriques utilisées pour l'irrigation dans les deux cantons correspondent pour l'essentiel à de l'eau souterraine, prélevée via des forages privés échappant à toute régulation publique (Shah, 2010). Si les deux espaces ne figurent pas parmi les zones du pays les plus menacées à court terme par la diminution des ressources en eau (Roy and Shah, 2002), le niveau des nappes phréatiques tend néanmoins à baisser, et la profondeur des forages à s'accroître (60 m dans le canton de Petlad et jusqu'à 300 m à

[10] AMUL est la première coopérative laitière créée dans le Gujarat en 1946 à proximité du canton de Petlad. Le modèle sera ensuite repris et diffusé ailleurs en Inde par le National Dairy Development Board (NDDB) au cours de l'*Operation Flood*, ensemble de politiques mises en œuvre entre 1970 et 1996 et en partie financées par la revente de l'aide alimentaire laitière (Dorin and Landy, 2002; Scholten, 2010).

Dharampur). En outre, la forte densité d'animaux dans les deux plaines et leur alimentation à partir de concentrés et fourrages produits en partie à l'extérieur du territoire sont susceptibles de générer des excédents minéraux à l'origine de pollutions, dans un contexte aussi caractérisé par un recours important aux engrais chimiques. Enfin, si l'agriculture de ces deux cantons est assez peu moto-mécanisée – des tracteurs et motoculteurs sont utilisés principalement pour le travail du sol – elle consomme de l'énergie fossile pour l'irrigation, la fabrication et le transport des intrants. Les émissions de gaz à effet de serre associées à ces consommations énergétiques s'ajoutent au méthane et au protoxyde d'azote produits par les activités d'élevage et émis lors des épandages d'engrais. La troisième limite des Révolutions Verte et Blanche est liée au fait que celles-ci ne concernent que les espaces irrigués : les habitants de la zone de montagne du canton de Dharampur sont ainsi restés à l'écart des gains de productivité obtenus dans la plaine et cultivent toujours le riz, des légumineuses et de l'éleusine à partir des seules pluies de mousson. La coopérative laitière y a appuyé l'installation de centres de collecte mais la faible disponibilité en biomasse fourragère limite fortement les volumes de lait produits.

C.3. Inégales répartitions de la terre, de l'eau et de la valeur ajoutée

La perspective de la transition agraire dans ces deux cantons, déjà contrainte sur le plan structurel et technique comme nous venons de l'exposer, paraît encore moins réaliste dès lors que l'on fait entrer les inégalités sociales dans le champ d'analyse. En effet, les ressources foncières par actif agricole sont faibles en moyenne, mais elles sont aussi très inégalement réparties. Dans le canton de Petlad, alors que les propriétaires Patel, qui ont pour certains migré à l'étranger (Etats-Unis notamment) tout en conservant leurs droits fonciers, possèdent jusqu'à 10 ha, l'essentiel des actifs agricoles sont, soit des petits propriétaires de 0,1 à 0,4 ha, soit des sans-terres qui travaillent comme métayers ou journaliers sur les terres des autres. D'après le recensement de 2011, plus de la moitié de la population active agricole du district d'Anand (auquel appartient le canton de Petlad) sont des travailleurs sans terre restés à l'écart du processus de réforme agraire. Dans le canton Sud, une poignée de producteurs de mangue possèdent jusqu'à 40 ha par exploitation là où la plupart des fermes exploitent 0,5 à 4 ha. Ces inégalités foncières se doublent d'un inégal accès à l'eau d'irrigation, qui a deux origines : la première, déjà évoquée, est liée au milieu biophysique et à la localisation des nappes phréatiques, et explique par exemple que les Adivasis des montagnes du canton Sud de Dharampur ne peuvent cultiver leurs terres qu'en période de mousson. La seconde est liée aux capacités différenciées des familles, dans un même espace, à investir dans des équipements d'irrigation. Ainsi, bon nombre de petits propriétaires du canton Nord ne possèdent pas de forage et achètent l'eau aux plus grands propriétaires fonciers, mieux équipés. Dans le canton Sud, les agriculteurs qui n'ont pas les moyens d'investir dans les forages profonds manquent d'eau pour la canne à sucre, le maraîchage ou les manguiers, et ne produisent alors que riz et sorgho.

Les inégalités ne se résument par ailleurs pas, dans les deux cantons, à des inégalités d'accès à ces deux ressources-clés que sont la terre et l'eau. Elles découlent également des modalités de répartition de la valeur ajoutée dans le cadre des relations de métayage ou de salariat qui, ici comme ailleurs en Inde (Rawal, 2006; Breman, 2007b; Ramachandran et al., 2010), sont très favorables aux propriétaires fonciers. Ces relations sont structurantes des deux systèmes agraires puisque presque tous les propriétaires en zone irriguée font appel à de la main-d'œuvre extérieure à la famille pour conduire tout ou partie de leurs cultures ou élevage. Pratiqué dans les deux cantons, le salariat agricole est parfois permanent (cas des élevages avec plus de 12 têtes), saisonnier (pour la récolte des mangues ou du riz à Dharampur par exemple) ou le plus souvent journalier. Les travailleurs salariés sont les Adivasis des montagnes dans le canton Sud, les sans-terres les plus pauvres dans le canton Nord, auxquels s'ajoutent, pour certains travaux, des salariés permanents et saisonniers en provenance de régions plus pauvres de l'Inde. Pour les travaux saisonniers, les salariés sont logés sur place dans des tentes de fortune ou sur les toits des

maisons des propriétaires terriens. Il n'est pas rare que des enfants participent aux travaux – pour la récolte des mangues notamment – en échange d'une rémunération inférieure à celle des adultes. Notre évaluation de la productivité moyenne du travail[11] pour les principaux systèmes de culture pratiqués dans les deux zones irriguées montre que celle-ci est deux à quatre fois supérieure au salaire journalier (Aubron et al., 2015). Les propriétaires récupèrent ainsi la majeure partie de la richesse créée, pour une contribution au travail souvent minime (dans certains cas elle n'atteint pas 5 % du temps de travail). Les accords de métayage, qui n'est pratiqué que dans le canton de Petlad, ne sont pas systématiquement plus favorables au travailleur, ici le métayer. Néanmoins, les travailleurs préfèrent généralement le métayage au salariat quand ils ont le choix, parce qu'il inclut souvent d'autres avantages, tels que des prêts accordés par le propriétaire ou le droit de cultiver des fourrages sur le bord des champs. Les accords de métayage ne sont conclus qu'entre certaines castes et certaines familles, et n'est donc pas métayer qui veut parmi la masse de sans-terres du canton Nord.

L'emploi non agricole, vers lequel les regards se tournent comme voie de sortie de la pauvreté, ne semble pas rebattre les cartes de ce jeu social très inégalitaire. Comme ailleurs en Inde (Abraham, 2009; Himanshu et al., 2013), les activités non agricoles ont pourtant bien connu un essor au cours des dernières décennies dans les deux cantons. Il apparaît néanmoins que l'activité non agricole mise en œuvre est étroitement dépendante de la position sociale au sein du système agraire : certains propriétaires fonciers Patel du canton Nord occupent ainsi un emploi salarié à l'étranger, et les autres sont souvent à la tête de petites entreprises locales (restaurants et lieux de réception pour des mariages, entreprise de fabrication de statues, etc.). Les producteurs de canne à sucre et de mangues du canton Sud ont généralement un emploi salarié dans le secteur industriel ou tertiaire des villes en croissance du Sud du Gujarat. Mais pour les journaliers et les métayers de Petlad comme pour les Adivasis des montagnes de Dharampur, il est quasiment impossible de trouver des emplois autrement qu'à la journée, très physiques et mal rémunérés, et même au cours des mois agricoles creux, ils n'y parviennent généralement pas tous les jours. Ils vendent leur force de travail à l'échelle locale dans le secteur des services, de la construction et des travaux publics et peinent à explorer les marchés du travail plus lointains en raison du coût du transport et du logement. Ces plus démunis, qui représentent d'après nos estimations au moins un tiers de la population soit plus de 100000 personnes pour les deux cantons, restent donc extrêmement dépendants de l'offre d'emplois agricoles locaux pour assurer leur subsistance.

CONCLUSION

Avec un taux de croissance approchant 9% vingt ans après le plan d'ajustement de 1991, l'Inde « émergeante » devrait accélérer sa Transformation Structurelle pour sortir ses campagnes de la pauvreté. La libéralisation, l'élargissement et la croissance des marchés devraient en effet offrir en toute théorie aux populations agricoles pauvres des opportunités d'emplois plus rémunérateurs hors agriculture, jusqu'à la convergence à terme des revenus moyens du travail agricole et non-agricole comme aujourd'hui dans le « monde sans agriculture » des pays riches. Comme nous l'avons cependant montré en première analyse, cet idéal lewisien de croissance moderne peine grandement à s'affirmer dans cette plus grande démocratie du monde : la population active agricole continue d'augmenter au lieu de régresser, et son écart de revenu avec les autres actifs s'accentue au lieu de se résorber malgré de réels progrès de productivité agricole depuis la Révolution Verte des années 1960. Et cette évolution est sensiblement la même dans la plupart des pays asiatiques : l'idéal lewisien serait-il circonscrit aux contextes géographiques et historiques qui l'ont porté ?

[11] La valeur ajoutée (produit brut auquel on soustrait les consommations intermédiaires) est rapportée au nombre de journées de travail nécessaire à sa création, pour chaque système de culture. Nous comparons ici cette productivité du travail avec le salaire agricole journalier, qui était de 100 à 150 roupies par jour (1,2 à 2 €) au moment de l'étude.

Comme montré en seconde analyse, il semble que les dirigeants de l'Inde indépendante l'aient pressenti avant l'heure. Ils ont en tout cas cherché pendant plus de trois décennies une « troisième voie » de développement (entre économie de marché et planification soviétique) susceptible de contenir les disparités de revenu, d'enrayer aussi une migration massive des campagnes en méga-bidonvilles urbains. Cette migration fut relativement contenue, mais crises et évolutions de contextes domestique et international sonnent le glas dès les années 1980 de cette « économie mixte » d'inspiration nehruvienne, voire gandhienne avec l'encouragement des petites industries villageoises. Le changement de paradigme économique – officialisé en 1991 – conduit à une ouverture au monde sans précédent de l'Union et à de profondes mutations internes. Mais le pays s'inquiète rapidement de cette Inde ne brillant guère que par l'extraordinaire multiplication des ses millionnaires. La « croissance sans-emploi » pousse à instaurer en 2005 un droit à travailler 100 jours par an en zone rurale où l'agriculture demeure la principale source d'emploi et d'existence, que l'on dispose ou non de terre à cultiver.

Les diagnostics agraires conduits dans deux cantons de l'Etat du Gujarat confirment en troisième analyse le caractère problématique de la transition agraire indienne. Ils mettent en évidence à l'échelle locale les principaux points de blocage. Dans les espaces de plaine où des systèmes d'irrigation ont pu être aménagés, essentiellement par pompage via des forages, les Révolutions Verte et Blanche ont depuis les années 1970 permis un accroissement sans précédent de la productivité de la terre. Cet accroissement semble néanmoins incapable de compenser durablement la contraction des ressources foncières par actif agricole, qui est exacerbée par la nette insuffisance et la grande précarité de l'offre d'emploi non-agricole dans un Etat de l'Inde pourtant en forte croissance. Les impacts environnementaux tant locaux que globaux de cette intensification posent par ailleurs question et, en l'absence de régulation environnementale ou de réforme des systèmes d'incitation, il y a tout lieu de penser qu'ils vont s'amplifier. Enfin, au-delà de cette photographie déjà peu concordante avec celle d'une transition agraire réussie, les sociétés rurales des deux cantons apparaissent structurées par de très inégales répartitions de terre, d'eau, mais aussi de valeur ajoutée compte tenu des accords de salariat ou de métayage en vigueur localement. Finalement, à l'écart du processus de réforme agraire et des régulations associées (sur rente foncière et salaires), survivent des familles qui dépendent des programmes d'anti-pauvreté rurale et d'emplois agricoles et non-agricoles très précaires et très faiblement rémunérés.

L'ensemble de notre exposé interroge donc autant l'idéal lewisien de croissance et de convergence, que le projet de croissance inclusive et de plus grande équité qui a interpellé l'Inde depuis son indépendance des Britanniques en 1947. La réelle capacité de l'Inde à l'innovation technique et institutionnelle est donc plus que jamais ré-interpellée, autant pour elle-même, ses ressources humaines et naturelles, que pour bien d'autres espaces qui poursuivent (ou peuvent poursuivre) une transformation structurelle similaire en raison, notamment, d'une disponibilité en terres limitée au regard des populations (sur le cas africain, voir Losch et al., 2013; Dorin, 2014). A moins d'envisager une aussi libre circulation internationale de la main d'œuvre que celle du capital aujourd'hui, on peut en effet gager que la croissance des inégalités qui a accompagné par le passé les périodes de forte croissance (Kuznets, 1966) ait désormais bien du mal à se résorber. La place de l'agriculture et des agriculteurs dans la croissance et la convergence des revenus est pour cette raison à repenser. Cette place n'est probablement pas uniquement dans la production de commodités essentielles (aliments, fibres, énergies…), mais aussi dans celles de services en particulier environnementaux, sous réserve de profondes réformes tant institutionnelles que technologiques (Dorin et al., 2013). L'Inde démocratique et scientifique en a la capacité. Il lui reste à trouver la volonté politique pour expérimenter avant d'autres une voie de croissance mondialement plus durable et inclusive que celle du modèle lewisien.

REFERENCES

Abraham, V., 2009. Employment Growth in rural india: Distress-Driven? Economic & Political Weekly XLIV, 97-104.

Alary, P., Lafaye de Micheaux, E., 2013. L'économie politique de l'Asie : état des lieux et perspectives de recherche pour l'Asie du Sud-Est. Revue de la régulation 13.

Appu, P.S., 1997. Land reforms in India: a survey of policy, legislation and implementation. Vikas, New Delhi.

Aubron, C., Lehoux, H., Lucas, C., 2015. Pauvreté et inégalités en Inde rurale : réflexion à partir de deux diagnostics agraires dans l'Etat du Gujarat. EchoGéo (à paraître).

Bagchi, A.K., Das, P., Chattopadhyay, S.K., 2005. Growth and Structural Change in the Economy of Gujarat, 1970-2000. Economic & Political Weekly XL, 3039-3047.

Breman, J., 2007a. Labour bondage in west India: from past to present. Oxford University Press, New Delhi.

Breman, J., 2007b. The poverty regime in village India: half a century of work and life at the bottom of the rural economy in South Gujarat. Oxford University Press, NewDelhi.

Chand, R., Prasanna, P.A.L., Singh, A., 2011. Farm Size and Productivity: Understanding the Strengths of Smallholders and Improving Their Livelihoods. Economic & Political Weekly XLVI, 5-11.

Chenery, H., Srinivasan, T.N., 1998. Handbook of Development Economics, Volume 1, Part 2: Structural Transformation. Elsevier, Eastbourne, pp. 197-465.

Datta, S., Sharma, V., 2010. State of India's Livelihoods Report 2010. Sage, p. 150.

Dixit, A.K., . . Economic and Political Weekly 44, , 2009. Agriculture in a High Growth state: Case of Gujarat (1960 to 2006). Economic & Political Weekly XLIV, 64–71.

Dorin, B., 2001. L'Inde dans le commerce agricole international. Conditions et bilan de mise en œuvre des accords de Marrakech. Notes et Etudes Economiques, 49-84.

Dorin, B., 2003. The Indian Entrepreneur. A Sociological Profile of Businessmen and their Practices. Manohar, New Delhi, p. 171.

Dorin, B., 2014. Dynamiques agricoles en Afrique subsaharienne : une perspective à 2050 des défis de la transformation structurelle. Centre de Sciences Humaines, New Delhi, p. 52.

Dorin, B., Hourcade, J.-C., Benoit-Cattin, M., 2013. A World without Farmers? The Lewis Path Revisited, CIRED Working Paper, Nogent sur Marne, p. 26.

Dorin, B., Jullien, T., 2004. Agricultural Incentives in India. Past Trends and Prospective Paths towards Sustainable Development. Manohar, New Delhi, p. 334.

Dorin, B., Landy, F., 2002. Agriculture et alimentation de l'Inde. Les vertes années (1947-2001). INRA Editions, Paris.

Dorin, B., Pingault, N., Boussard, J.-M., 2001. Formation et répartition des gains de productivité agricole en Inde. 1980-1996. Economie Rurale, 78-91.

EPW, 2010. Jobless Growth. Economic & Political Weekly XLV, 7-8.

FAO, 2009. The State of Food Insecurity in the World. Economic crises, impacts and lessons learned. Food and Agricultural Organization of the United Nations, Rome.

Gollin, D., Lagakos, D., Waugh, M.E., 2014. The Agricultural Productivity Gap. Quarterly Journal of Economics 129, 939-993.

Himanshu, 2010. Towards New Poverty Lines for India. Economic & Political Weekly XLV, 38-48.

Himanshu, Lanjouw, P., Murgai, R., Stern, N., 2013. Nonfarm diversification, poverty, economic mobility, and income inequality: a case study in village India. Agricultural Economics 44, 461-473.

IDFC, 2013. India Rural Development Report 2012/13. Orient Blacksawn, Delhi.

Janvry, A.d., 2010. Agriculture for development: new paradigm and options for success. Agricultural Economics 41, 17-36.

Kadapatti, R.G., Bagalkoti, S.T., 2014. Small Farms and Agricultural Productivity-A Macro Analysis International Journal of Social Science Studies 2, 123-135.
Kuznets, S., 1966. Modern Economic Growth: Rate, Structure and Spread. Yale University Press, New Haven and London.
Larson, D., Mundlak, Y., 1997. On the intersectoral migration of agricultural labor. Economic Development and Cultural Change 45, 295-319.
Lehoux, H., 2014. Diagnostic agraire. Valsad district, Sud du Gujarat, Inde, Mémoire de fin d'études IRC. Montpellier SupAgro, Montpellier.
Lewis, W.A., 1954. Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. The Manchester School 22, 139-191.
Losch, B., Fréguin-Gresh, S., White, E.T., 2013. Transformations rurales et développement. Les défis du changement structurel dans un monde globalisé. Pearson, Montreuil.
Lucas, C., 2014. Diagnostic agraire du taluka de Petlad : Rétrospective, actualité et perspectives d'un bassin d'approvisionnement de la coopérative laitière AMUL, Mémoire de fin d'études IRC. Montpellier SupAgro, Montpellier.
Nagaraj, K., 2008. Farmers' Suicides in India: Magnitudes, Trends and Spatial Patterns. Bharathi Puthakalayam, Chennai.
Piveteau, A., Rougier, É., 2010. Émergence, l'économie du développement interpellée. Revue de la régulation 7.
Pouchepadass, J., 2006. Le monde rural, in: Jaffrelot, C. (Ed.), L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours. Fayard, Paris, pp. 421-458.
Raina, R.S., 2011. Institutional Strangleholds: Agricultural Science and the State in India, in: Narayana, D., Mahadevan, R. (Eds.), Shaping India: Economic Change in Historical Perspective. Routledge, New Delhi, pp. 99-123.
Ramachandran, V.K., Rawal, V., Swaminathan, M., 2010. Socio-economic surveys of three villages in Andhra Pradesh: A study of agrarian relations. Tulika Books, New Delhi.
Ranaware, K., Das, U., Kulkarni, A., Narayanan, S., 2015. MGNREGA Works and Their Impacts. L, 53-61.
Rawal, V., 2006. The Labour Process in Rural Haryana (India): A Field-Report from Two Villages. Journal of Agrarian Change 6, 538–583.
Rawal, V., 2008. Ownership Holdings of Land in Rural India: Putting the Record Straight. Economic & Political Weekly XLIII, 43-47.
Roy, A.D., Shah, T., 2002. Socio-ecology of groundwater irrigation in India, in: M., R.L., E., C. (Eds.), Intensive Use of Groundwater Challenges and Opportunities. CRC Press, pp. 307–335.
Sauvy, A., 1980. La machine et le chômage. Dunod, Paris.
Scholten, B.A., 2010. India's White Revolution: Operation Flood, Food Aid and Development. I.B.Tauris, London.
Shah, T., 2010. Taming the anarchy: Groundwater governance in South Asia. Routledge.
Timmer, C.P., 1988. The agricultural transformation, in: Chenery, H., Srinivasan, T.N. (Eds.), Handbook of Development Economics. Elsevier Science Publishers, Amsterdam.
Timmer, C.P., 2009. A World without Agriculture. The Structural Transformation in Historical Perspective. The American Enterprise Institute, Washington D.C.
UNSTAT, 2010. National Accounts Main Aggregate Database. United Nations, Statistical Division, New York.
Vaidyanathan, A., 2006. Farmers' Suicides and the Agrarian Crisis. Economic and Political Weekly XLI, 4009-4013.